LE TEMPS

Jeudi 26 septembre 2013 | N° 4715 · MÉDIA SUISSE DE RÉFÉRENCE · CHF 3.40, France €2.60

Scène

Gilles Jobin, fragments de chorégraphie quantique au CERN **Page 26**

Rencontre

Catherine Deneuve, la septantaine impériale **Page 25**

AFP

Economie & Finance

Blanchiment: perquisition à Genève chez la fille du président ouzbek **Page 15**

Haïti, l'autre regard de Paolo Woods

En parcourant l'exposition consacrée à Haïti au Musée de l'Elysée à Lausanne, en feuilletant le très beau livre qui résulte de son travail au long cours avec le journaliste Arnaud Robert, on mesure que **Paolo Woods** a vu en Haïti, où il s'est installé, ce qu'aucun photographe de passage n'aurait pu saisir. ► **Page 28**

Exonérer les enfants des primes maladie: un interminable casse-tête

> **Assurance** Sur qui reporter un cadeau de près de 1,5 milliard de francs?

Deux ans déjà, et toujours pas de solution politiquement et financièrement acceptable. Le Conseil national pourrait décider vendredi d'enterrer l'idée d'exonérer les enfants des primes maladie, comme demandé dans une initiative parlementaire, acceptée, de Ruth Humbel (PDC/AG). Plus vraisemblablement, il octroiera une rallonge de temps – deux ans – aux membres de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique pour trouver une solution.

Les données du problème sont assez simples: en 2011, les enfants jusqu'à 18 ans ont payé 1,8 milliard de francs de primes, soit 9% du montant global encaissé par les assureurs. Environ 1,5 milliard si l'on tient compte des subsides que les enfants touchent actuellement. Si exonération il y a, qui paiera? Les seuls adultes? C'est la solution privilégiée. Reportée sur tous les assurés, la somme représenterait un surplus d'une vingtaine de francs par mois. Tous les adultes, y compris les catégories de population subventionnées? Ou alors les cantons et la Confédération, qui financent déjà largement? Et, entre autres interrogations politiques, faut-il exonérer de primes les enfants de familles très aisées?

A force de tourner en rond et de voir les études et contre-expertises s'empiler, les élus PLR et UDC préféreraient clore le dossier. ► **Page 7**

L'essentiel

International

Le nouveau visage de l'Iran
Le discours du président iranien, Hassan Rohani, devant l'Assemblée générale de l'ONU laisse augurer d'une nouvelle ère dans les relations entre l'Iran et le monde occidental. **Page 4**

Suisse

Lausanne chasse les dealers
A Lausanne, la criminalité affiche une «légère baisse». Dans le quartier de Saint-Roch, quadrillé par les dealers, les mesures policières semblent porter leurs fruits. Pour l'instant. **Page 8**

Médias et qualité
Une étude de l'Université de Zurich montre que la qualité de l'information baisse, particulièrement en Suisse romande. *Le Temps* reste un média dont l'info est jugée de «haute qualité». **Page 8**

Quand le MCG bredouille
En pleine campagne, le parti genevois s'embrouille dans la polémique sur les frontaliers. **Page 10**

Zooms

Whisper, propos intimes
On peut y partager des choses dont on n'oserait même pas parler à ses amis. Jonas Pulver vous invite à découvrir Whisper. **Page 11**

Débats

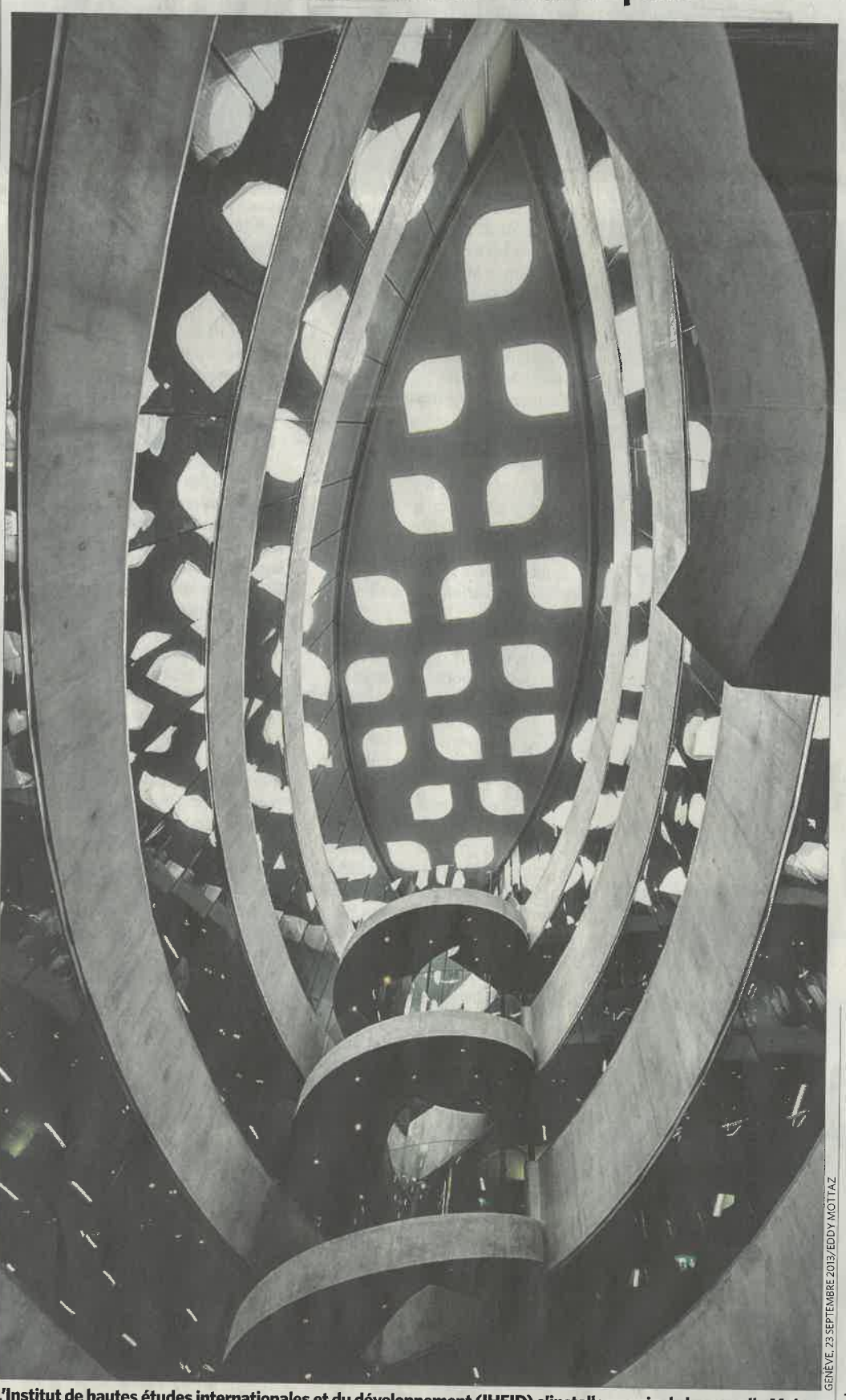
Syrie: l'ombre des Balkans
Intervenir en Syrie? **Joshka Fischer** se montre sceptique à propos de

l'accord sur les armes chimiques et rappelle comment la guerre des Balkans, ponctuée de pourparlers diplomatiques et de promesses non tenues, a fini par une intervention. **Page 12**

Sciences

L'ordinateur de demain
Des chercheurs américains ont construit un ordinateur fonctionnant à l'aide de nanotubes de carbone. Une alternative intéressante aux composants au silicium et qui pourrait dessiner l'avenir de l'informatique. **Page 14**

L'IHEID s'installe dans la Maison de la paix


GENÈVE, 23 SEPTEMBRE 2013/EDDY MOTTAZ

L'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) s'installe au sein de la nouvelle Maison de la paix, à Genève. Son directeur, Philippe Burrin, explique la démarche de l'institut. ► **Pages 2, 3, 11**

Editorial

Une belle ambition

Par Frédéric Koller

Que serait Genève sans l'ONU si ce n'est une jolie bourgade lacustre rivalisant avec Lausanne et Annecy? Quelle serait l'image de la Suisse sans les organisations internationales et les institutions humanitaires implantées dans l'Arc lémanique? Genève et la Suisse doivent beaucoup à cette présence qui assure leur notoriété dans le monde. Même un président isolationniste comme Ueli Maurer l'a compris. Aux yeux des Genevois et des Suisses, cet univers reste pourtant le plus souvent étranger, voire ignoré.

La création d'une Maison de la paix, à l'entrée de Genève, est de nature à changer notre regard. Ce bâtiment, élégant et spectaculaire, héberge l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), ainsi que trois centres de recherche de la Confédération et des ONG. Il donne une nouvelle visibilité au caractère international de Genève dans un quartier en mutation.

Son directeur, Philippe Burrin, entend jouer dans la cour des grands et il a d'excellents arguments à faire valoir. En accueillant le siège européen des Nations unies et des institutions aussi stratégiques que l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation mondiale du commerce ou l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, Genève est déjà au carrefour de l'élaboration des normes mondiales. Mais la concurrence est rude, comme l'a prouvé la bataille perdue pour le Fonds vert.

De simple pays hôte, la Suisse, pour maintenir son avantage, doit devenir autre chose: le pays où se pense la gouvernance mondiale. Cette idée fait son chemin dans les milieux politiques et universitaires. Ce savoir-faire ne se décrète pas. Mais la Maison de la paix peut, d'entente avec les universités de la région, participer au bouillonnement intellectuel qui fera émerger ces prochaines années une autre façon de concevoir les relations internationales alors que l'ordre hérité de la Deuxième Guerre mondiale apparaît complètement dépassé.

Genève peut devenir l'un des pôles de cette réflexion et viser le titre de capitale du «soft power». Encore faut-il que le petit canton abandonne son habituelle suffisance pour convaincre le reste de la Suisse qu'il s'agit d'un enjeu national. Les célébrations du 150e anniversaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sont là pour nous rappeler que notre pays peut aussi être source d'utopie.

Avec MIG Bank, Swissquote dans la cour des géants

Le grand saut! En se portant acquéreur de MIG Bank, courtier Forex basé à Lausanne et occupant 120 personnes, Swissquote entre dans le Top 10 mondial du négoce en devises. Avec ce rachat, ce sont désormais près de 1000 milliards de francs de transactions qui passeront chaque année entre les mains de Swissquote. Jusqu'alors, le négoce de devises représentait pour Swissquote 26% de son revenu net global.

Swissquote a puisé dans ses fonds propres pour financer lui-même l'opération, dont le montant n'est pas divulgué. Le vendeur, la famille d'origine jordanienne Mansour, détiendra quelque 5% de Swissquote à la suite de cette opération.

L'opération entre deux entités disposant d'une licence bancaire a été saluée en bourse. Le titre Swissquote a gagné 12,9% en clôture mercredi. ► **Page 15**

«Une effervescence pour Genève»

> Université L'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) s'installe dans un nouveau bâtiment

> L'institut sera propriétaire de cette Maison de la paix

> Son directeur, Philippe Burrin, explique une démarche unique

Nicolas Dufour

L'inauguration formelle aura lieu l'année prochaine, en présence de Didier Burkhalter, lorsque les six pétales qui composent le bâtiment auront été achevés. Mais cette semaine, l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) vit un moment majeur de son histoire, en s'installant dans des espaces de la Maison de la paix, située en bordure des voies de chemin de fer à l'entrée de Genève. Outre l'institut, ces façades en pétales de verre accueilleront trois centres de la Confédération consacrés à la politique de sécurité, au déminage et au contrôle démocratique des forces armées, ainsi que d'autres locataires.

Directeur de l'IHEID, Philippe Burrin s'est fait entrepreneur académique pour réaliser un montage unique dans le paysage universitaire suisse, mêlant soutiens publics, dons et emprunt.

Le Temps: Cette ouverture de la Maison de la paix survient en pleine crise syrienne, avec une énième remise en cause de la politique multilatérale. Triste hasard, ou coïncidence qui met vos défis en lumière?

Philippe Burrin: Le système international a des limites qui ne sont que trop visibles. Mais le maintien de canaux de communication entre Etats, l'élaboration de solutions contractuelles (comme les traités) ou la recherche de solutions ad hoc (les sommets), tout cela freine le glissement vers l'isolationnisme et l'unilatéralisme. Nous pouvons nous impatienter des lenteurs de la politique multilatérale, mais il est préférable d'avoir peu de résultats, ou des résultats lents, qu'une multiplication ou un élargissement des conflits. Au système interétatique s'ajoutent par ailleurs des modes nouveaux de gouvernance mondiale qui ont plus de souplesse parce qu'ils permettent, avec la participation d'acteurs non étatiques – des ONG, des fondations, des entreprises multinationales –, de rechercher des solutions pragmatiques. Et dans ce cadre élargi, la Genève internationale tient une place importante. Il n'y a pas seulement le cœur, les organisations internationales, les missions etc., mais aussi la couronne: les multinationales et les institutions universitaires de l'Arc lémanique. Pensez à la santé: nous avons l'OMS, des entreprises pharmaceutiques, des centres de recherche dans la biotechnologie, des ONG… Ces noyaux de compétences alimentés par différents types d'acteurs donnent à Genève une attractivité considérable, qui ne va pas diminuer.

– Comment se situe l'IHEID dans ce contexte mouvant?

– Quand on regarde le parcours de nos diplômés, on constate que 40% d'entre eux sont dans le monde de la coopération internationale, soit dans les organisations internationales ou non gouvernementales, soit dans les ministères concernés par les questions internationales. Un autre 40% travaille dans le monde des affaires internationales – dans le secteur financier, au sein de multinationales (dans le secteur influent des relations avec les Etats), de cabinets d'avocats ou de conseil… Les 20% restants travaillent dans l'analyse de la vie internationale, les universités, les médias ou les «think tanks». L'institut n'est pas en premier lieu un pourvoyeur d'emplois pour le système onusien; ce serait suicidaire, puisque ce système a ses quotas. Sa vocation est d'être l'institut suisse de formation aux carrières internationales et à ce titre de préparer des étudiants du monde entier à travailler dans tout l'éventail de ces carrières, en apportant une valeur ajoutée qui est la connaissance de l'interface entre service public, secteur privé et secteur à but non lucratif. Nous sommes aujourd'hui mieux placés que jamais pour accomplir notre vocation, car il y a une parfaite adéquation entre la formation de nos diplômés et cette gouvernance polyphonique, pluraliste. Et maintenant, nous avons ce bâtiment au cœur de la Genève internationale.

– Qu'apporte cette Maison de la paix?

– D'abord, une visibilité. Nous étions dispersés entre plusieurs bâtiments anonymes et une villa surannée au bord du lac. A présent, nous réunissons notre substance intellectuelle dans un immeuble spectaculaire qui forme une porte de Genève. Cela aura des effets majeurs sur la perception que le public a de nous. On peut venir circuler dans le bâtiment, prendre conscience de ce qui est fait ici. N'oubliez pas que sur 850 étudiants, nous avons près de 400 doctorants qui, avec une soixantaine d'enseignants permanents, produisent de la connaissance. De plus, avec les trois centres du DFAE basés dans la Maison de la paix, nous pourrons lancer des collaborations dans un domaine où Genève est relativement faible: la sécurité. A New York se trouve le Conseil de sécurité. Ici, nous avons les dimensions positives de la sécurité, que ce soit le désarmement, l'intervention humanitaire ou la reconstruction après les conflits, par exemple par le déminage et la reprise du contrôle civil sur l'appareil militaire.

– Rembourserez-vous l'emprunt grâce aux locations des trois centres?

– Les centres ont apporté une garantie de loyer qui était importante pour le montage financier initial. Ensuite, notamment grâce à l'apport considérable de dons privés, nous avons choisi de construire au-delà de nos besoins pour disposer d'un apport de revenus et d'un espace d'expansion. L'institut occupera environ la moitié de la Maison de la paix. Cette propriété des murs représente une grande responsabilité financière, mais elle apporte un volant de manœuvre en capacité d'emprunt et de trésorerie.

– Qui seront les autres locataires?

– Le World Business Council for Sustainable Development, qu'a créé Stephan Schmidheiny. Ainsi qu'une fondation responsable d'un centre de recherche sur la région du Golfe (le Gulf Research Center) et un ou deux autres locataires avec lesquels les contrats se signent ces temps. Tous sont des organisations à but non lucratif, actives dans le champ international.

– Vous dites vouloir inscrire votre institut dans les cinq premiers du genre… Qui sont vos concurrents?

– Nous en avons de deux types, ce qui constitue une petite difficulté pour nous. Des «écoles» à l'intérieur d'universités, comme Fletcher au sein de la Tufts University, à Boston. Ou Elliott School dans la George Washington University. Mais elles n'ont que des programmes d'études interdisciplinaires et pas de doctorants. A l'autre bord, des institutions indépendantes comme la London School of Economics et Sciences Po à Paris.

> « Nous réunissons notre substance intellectuelle dans un immeuble spectaculaire qui forme une porte de Genève »

Celles-ci gardent toutefois un fort accent national. Ces points de comparaison font ressortir nos particularités. Comme niveau de qualité que nous voulons égaler, citons l'Institut européen de Florence et la Kennedy School of Government de Harvard, à Boston, plus axée sur les politiques publiques, mais avec une dimension internationale considérable. Celle-ci a le souci, que nous partageons, d'allier rigueur universitaire et application du savoir à des problèmes concrets.

– La «task force» qui s'est penchée sur la Genève internationale soulève plusieurs problèmes et défis, notamment l'importance de développer le «software»: pas seulement l'accueil ou les infrastructures, mais aussi les nouvelles pensées… Que peut faire l'IHEID?

– Notre apport, c'est d'abord l'accumulation de compétences opérée ces dernières années à travers le recrutement d'une trentaine de professeurs. C'est ensuite l'accroissement de créativité, l'effervescence que va produire la Maison de la paix en intensifiant les échanges entre professeurs, étudiants et visiteurs. Car nous allons accroître notre accueil de chercheurs du monde entier, notamment de jeunes chercheurs (post-docs). C'est enfin notre participation avec l'université à la réalisation du projet du château de Penthes. En combinant l'hébergement, avec un hôtel, et des espaces de réunion, le futur centre accueillera des négociations internationales, des arbitrages internationaux, ainsi que des séminaires organisés avec des «think tanks» du monde entier, sur des thématiques précises. Plutôt que de créer un «think tank» genevois, qui coûterait très cher et serait un peu hors sol car ces institutions ne s'épanouissent que dans les capitales de grandes puissances, nous pourrons offrir ces connaissances appliquées au bénéfice de la Genève internationale. Et les invités pourront aussi intervenir à l'IHEID.

– L'IHEID n'a que 12% d'étudiants suisses, il se dit même qu'il vaut mieux se trouver un papier étranger afin d'y entrer. Existe-t-il un régime défavorable aux Suisses?

– Une précision d'abord: les personnes au bénéfice d'un permis de résidence au moment de leur admission sont plus de 30%, ce qui est un meilleur indicateur que la nationalité dans un pays ayant comme la Suisse une large population étrangère. Pour répondre à votre question, je dirai que l'institut a pour mission d'être international et que la sélectivité découle de cette mission. L'admission est décidée par des commissions de professeurs qui comparent les dossiers et retiennent les meilleurs indépendamment de la nationalité. Regardez l'alternative: si nous devions accepter tout porteur d'un bachelor suisse, nous aurions 80% d'étudiants suisses et nous ne serions plus une institution internationale. A ce titre, je revendique une forme d'élitisme. Cela dit, un candidat suisse sur deux est admis alors que le taux moyen de sélection est de 30%. C'est la conséquence normale du bon niveau des universités suisses. Et puis, évitons l'hypocrisie, car une bonne part des masters dans les universités suisses sont tout aussi sélectifs. Si ce pays veut survivre comme pôle universitaire attirant les cerveaux du monde entier, il ne faut pas que les Suisses jouent l'air de la préférence nationale.

– L'IHEID a un statut particulier avec un appui fédéral direct. A Lausanne, l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP), qui a le même statut, intégrer l'université. Tiendrez-vous longtemps ainsi?

– Je suis très content que nous restions les seuls dans notre genre. Il y a quatre ans, nous étions plusieurs billes très différentes dans le même sac. Nous resterons seuls avec la formation à distance, et nous en sortons renforcés. Grâce à nos liens avec la Genève internationale, nous constituons un cas unique qui ne peut pas servir de précédent. J'ajoute que le Conseil d'Etat genevois *in corpore* a pris position en faveur de la Genève internationale, ce qui est nouveau et qu'à Berne se renforce la prise de conscience de l'importance de la place internationale genevoise. Je suis donc confiant pour l'avenir.

>>Sur Internet

Vidéo. La Maison de la paix se dévoile

www.letemps.ch

EDDY MOTTAZ

Philippe Burrin, directeur de l'IHEID: «La vocation: être l'institut suisse de formation aux carrières

Le «Learning Center» des études internationales

● Le bâtiment est tout en vitres, et en courbes. Les voyageurs CFF découvrent ses façades bleutées s'ils regardent à droite avant l'entrée en gare de Genève. Conçue par l'architecte neuchâtelois Eric Ott, du bureau IPAS, la Maison de la paix s'articulera au total en six blocs arrondis, les pétales. Pour l'heure, deux sont prêts, qui sont investis par l'Institut des hautes études internationales et du développement. A l'intérieur, peu de pièces à angles droits. Et presque pas de murs en béton: le volume tient surtout par des colonnes d'acier. Installée sur deux niveaux, un peu plus bas que les voies de chemin de fer, la bibliothèque constitue le cœur de l'édifice, et sans doute son endroit le plus élégant, avec ses espaces de travail variables, ses alcôves et ses plateformes. Des bulles en verre peuvent rappeler le Learning Center de l'EPFL: mais ici, si les plafonds sont parfois en légère pente, les sols demeurent plats.

● Les étudiants de l'Institut entrant au niveau du master, ils passent moins de temps en cours et davantage pour leurs travaux personnels qu'au niveau du premier titre, le bachelor. Conséquence: le nouvel écrin n'a que 11 salles d'enseignement et 10 de séminaire; en revanche, il dispose d'un auditorium de 600 places au maximum, divisible ainsi qu'un autre de 100 sièges.

● Il aura fallu vingt ans pour en arriver à cette Maison de la paix. Un premier projet, imaginé dès 1994 autour de la place des Nations, a été refusé en votation en 1998. Au terme d'une procédure houleuse, un deuxième était écarté en 2002, cette fois le site retenu. Le troisième a finalement pu aboutir, notamment par l'implication, alors, de l'ancien secrétaire d'Etat à l'éducation et la recherche Charles Kleiber.

N. Du.

Sous les hauteurs de la Maison de la paix. Les bâtiments s'organisent autour d'escaliers en colimaçon.

Dans la bibliothèque. Sur deux niveaux, elle forme le cœur de l'institut, avec les auditoriums adjacents.

Vue depuis l'avenue de France. D'ici à un an, le site comprendra six blocs, ou «pétales». GENÈVE, 23 SEPTEMBRE 20

PHOTOS EDDY MOTT A.Z.

Des louanges et des attentes

Yves Daccord, directeur général du CICR

«Etudiant, j'avais choisi les sciences politiques, les HEI de l'époque me semblaient trop axées sur l'histoire… l'institut a beaucoup évolué depuis sept ans. Il s'est agrandi, et il a cette audace de mêler relations internationales et développement. Il fait évoluer la vision classique de la Genève internationale en offrant un pôle de recherche qui fournit une réflexion plus profonde. Il ajoute désormais un facteur d'attraction pour Genève, avec un campus. Et puis, il faut souligner le caractère physique de cette nouveauté, avec la Maison de la paix: depuis le lac jusqu'au BIT, nous avons désormais un continuum symbolique. Dans la recherche, l'institut est sorti de ses zones de confort, il fait des efforts. C'est plutôt à nous, dans l'humanitaire, de nous ouvrir davantage, car nous restons sur une recherche appliquée… Et maintenant, il faut se connecter aux pôles de recherche de l'Arc lémanique, même en matière de nouvelles technologies, qui ont une importance croissante.»

Michel Duclos, ambassadeur de France en Suisse

«C'est une institution qui a compté et qui compte toujours, même si elle a passé une phase difficile. A présent, l'institut se repositionne de manière spectaculaire. Il bénéficie aussi de l'image des institutions universitaires suisses et en particulier lémaniques – songez à l'EPFL –, qui se renouvellent et qui ont un impact mondial. A Paris, Science Po a longtemps été une école franco-française. Elle s'ouvre au niveau européen et transatlantique. L'IHEID n'a pas eu à faire cette ouverture, elle a toujours existé. Et l'institut peut aujourd'hui s'ouvrir aux pays émergents, ce que Sciences Po n'a pas encore réalisé. J'ai tou-

mis en matière de coopération internationale, de développement et d'environnement, sous ce toit de la «Maison de la paix». Nous le voyons bien ces temps, le monde n'est pas que paix, mais aussi guerre ou menace de la force. Il est bien de valoriser la coopération, mais sans verser dans l'angélisme.»

Julia Marton-Lefèvre, directrice générale de l'Union internationale pour la conservation de la nature

«Nous avons besoin de davantage de jeunes, et d'étudiants, à Genève! J'espère que, par le biais de l'IHEID, leurs voix et expériences, basées sur une autre réalité que celle de la plupart des Genevois – y compris les internationaux –, puissent être entendues. La présence de l'institut est importante pour nous, par le renforcement des capacités des étudiants qui viennent pour leur formation, et pour la présence de ces leaders de demain, venant des quatre coins du monde.»

Luzius Wasescha, représentant de la Suisse à l'OMC de 2007 à 2012

«L'institut représente un avantage additionnel pour la Genève internationale. C'est un patrimoine intellectuel qui n'attend que d'être cueilli, en faisant un lien entre les organisations internationales et les milieux universitaires. Je suis toujours surpris par le peu de créativité à Genève et en Suisse pour sauter le mur qui entoure les tours d'ivoire et les organisations internationales. L'IHEID est encore une tour d'ivoire, jusqu'à un certain point. C'est le rôle de tous les acteurs que d'utiliser davantage les connaissances qui y sont produites. L'institut doit aussi considérer Berne comme la capitale, et non l'inverse: un travers genevois. Cela passe par des opérations de charme et, surtout, associer

aux réflexions, pour que les idées soient incluses dans les processus de négociation.»

François Nordmann, ancien diplomate, chroniqueur au «Temps»

«L'institut joue un peu le rôle de l'Université Columbia à New York pour les Nations unies. Avec un peu moins de passerelles entre responsables de l'ONU et corps enseignant. Ici, il n'y a pas les mêmes responsabilités, mais, par analogie, on pourrait imaginer davantage de liens, que des professeurs de l'IHEID soient recrutés pour des tâches auprès de l'ONU… En outre, à Genève, on n'exploite pas assez les organisations ou les ONG, qui produisent des théories, des articles intéressants. Et, dans la pensée sur la gouvernance mondiale, Genève a du retard. Il faut encore penser aux liens avec l'Université de Genève. On peut parler de concurrence stimulante, il ne faudrait pas qu'elle devienne dommageable…»

Xavier Comtesse, directeur romand d'Avenir Suisse

«Il faut transformer Genève non seulement en place hôtelière où les gens viennent régler des conflits, ce qu'elle est, mais en lieu de pensée. La Maison de la paix, avec l'IHEID, y contribuera. L'institut a atteint la masse critique nécessaire et s'est hissé au niveau des grandes écoles internationales, dans un contexte où l'Université de Genève n'a pas été spécialement agréable… On peut trouver encore l'institut très académique, mais ce qui manque vraiment est un think tank genevois. On ne peut demander à une institution académique de jouer ce rôle. Un think tank apporterait la pièce manquante, surtout s'il se penche sur les questions de régulation, l'architecture fine du monde, domaine où seule Genève est présente.»

Propos recueillis par N. Du.

Le quartier des organisations internationales en plein essor

La zone qui va du siège du CICR au bord du lac connaît un emballement des chantiers et des projets. Outre la Maison de la paix, l'ins a construit, de l'autre côté des voies de chemin de fer, sa **Maison des étudiants.** Financée par le banquier René de Picciotto, elle pr logements pour environ 250 étudiants.
Juste à l'est de ce bâtiment, **Japan Tobacco International** construit son nouveau siège. A terme, un millier d'employés travailleront enveloppe de verre due au bureau Skidmore, Owings & Merrill, basé à Chicago, qui a notamment signé le Burj Khalifa de Dubaï.
Non loin, l'ancien site de Merck Serono, repris par Ernesto Bertarelli avec son homologue milliardaire Hansjörg Wyss, accueillera «campus biotech» réunissant des centres de recherche de l'EPFL et de l'Université de Genève, et des start-up.
Pour franchir les rails, une nouvelle passerelle sera accessible début 2014. Devisée à 17 millions de francs, dont 13 à la charge de la offrira un cheminement depuis le lac jusqu'à la place des Nations, par le parc Rigot.
En bordure de la Place des Nations, l'IHEID rêve d'installer un **Portail des Nations** que soutient le banquier Ivan Pictet à hauteur de 1 Le pavillon servirait de centre d'information sur la Genève internationale. Sa réalisation est toutefois conditionnée aux décisions à propos de la ligne de tram des TPG.
A l'ouest de la place, **l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)** construit une salle de conférences qui étonnera Flottant au-dessus du sol sur une large partie, le volume est dû au bureau Behnisch, de Stuttgart. La salle aura une capacité de 90 neuf cabines de traduction. **N. Du.**